



USAGERS, CHEMINOTS, UNIS ET DÉTERMINÉS POUR CHANGER LA DONNE !

Après la manifestation nationale des cheminots du 22 mai qui a réuni près de 22 000 participant-e-s, et alors qu'une grève massive est menée actuellement à la SNCF depuis trois jours, nos camarades cheminots, avec l'appui de toute la CGT, alertent sur la casse programmée du service public de transports des voyageurs et de marchandise par voie ferrée à travers le projet de loi gouvernemental qui passera devant le parlement à partir du 17 juin 2014.

Les mesures d'ouverture à la concurrence, de séparation des activités, de suppressions d'emplois, de recul en matière de transports de marchandises, ne font que détériorer les conditions de travail, le service rendu aux usagers, la qualité du réseau, la cohésion territoriale et les modes de transports plus respectueux de l'environnement.

Le projet gouvernemental n'offre aucune perspective sur le financement de la rénovation et du développement du réseau. Il n'avance à ce jour aucune piste économiquement et socialement acceptable sur la question de la dette contractée par l'Etat au nom de la SNCF alors que celle-ci a besoin de développer une politique d'investissements pour répondre aux besoins de l'intérêt général. Il n'assure pas un système ferroviaire unifié autour d'une entreprise intégrée : la SNCF. Le projet de loi demeure fortement néfaste pour le service public SNCF et les cheminots.

A l'inverse, la CGT revendique :

- LE RECRUTEMENT DE CHEMINOTS FORMÉS ET QUALIFIÉS pour assurer dans tous les services les charges de travail avec la qualité et la sécurité dues aux usagers.
- LA RÉ-HUMANISATION DES GARES ET DES TRAINS afin d'améliorer l'accueil, l'information et la sécurité des usagers.
- LA RÉOUVERTURE DE GARES ET DE GUICHETS permettant l'accès au transport ferroviaire de proximité.
- UNE RÉGULATION DES TARIFS permettant un accès aux trains à tous les citoyens.
- LA MUTUALISATION DES MOYENS HUMAINS ET MATÉRIELS permettant une meilleure régularité, efficacité et réactivité de l'entreprise.
- LA RELANCE DU TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR LE FRET SNCF, dans le cadre d'une activité d'intérêt général.

En réponse, François Hollande a déclaré :

"Maintenant, la réforme doit être présentée au Parlement et elle doit être votée" - "à un moment, c'est le travail qui doit reprendre" - "Chacun doit être devant ses responsabilités, le dialogue est toujours possible mais la grève n'est pas nécessaire"

Le travail doit reprendre ? La grève n'est pas nécessaire ? C'est aux cheminots d'en décider, pas au président de la République ! Parce que les agents de la SNCF sont attachés à leur travail, au service public, parce qu'ils ne font pas grève par plaisir, s'il y a une responsabilité dans celle-ci, c'est bien celle du gouvernement et du directeur de la SNCF qui refusent d'entendre les revendications des agents !

Pour l'ensemble de ces raisons, la section CGT Finances Publiques d'Indre-et-Loire apporte son soutien plein et entier aux grévistes de la SNCF, pour un service public ferroviaire qui réponde aux besoins de la population comme des cheminots !

Tours, le 16 juin 2014